

prêtes à favoriser l'exercice de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la liberté d'association, à réduire la surveillance étroite qu'elles exerçaient sur les déplacements, à favoriser l'application de mesures plus souples en matière d'émigration, et à accepter l'expression d'aspirations politiques légitimes autrement que par le truchement du parti communiste.

En fait, nous avons interprété le tumulte politique de ces dernières semaines comme un signe des étapes considérables que la Chine semblait avoir franchies. Le gouvernement semblait tolérer que des étudiants en grand nombre manifestent d'une façon non violente leur désir de changements plus approfondis. Il semblait prêter une oreille attentive à ceux qui réclamaient une démocratie véritable et la reconnaissance de libertés et droits fondamentaux. Nous avons vu certains dirigeants chinois exprimer leur sympathie, leur compréhension et, ce qui importe davantage, leur respect à l'égard des objectifs poursuivis par les étudiants. C'était là des témoignages concrets d'un pays en évolution. Nous étions nombreux à croire que la Chine réagirait à cette demande de changements en devenant plus démocratique, plus ouverte et plus respectueuse de ses habitants.

Quand les chars et les militaires ont fait l'assaut de la place Tien An Men samedi soir, nous avons compris que les forces des ténèbres l'avaient emporté sur celles de la lumière. Nous avons compris que les dirigeants partisans de la modération avaient été écartés. Nous avons compris que les aspirations de quelques-uns avaient pris le pas sur celles de la multitude. C'est indéniablement en raison des étapes considérables que la Chine avait franchies depuis une décennie que les événements de ces derniers jours nous paraissent si tragiques pour ce pays et les principes et les libertés qui nous sont si chers et qui, nous l'espérons, commençaient à s'implanter également dans le vie politique chinoise.

Monsieur le Président, nos relations avec la Chine ont été importantes pour nous et continuent de l'être. En 1970, nous étions parmi les premiers pays du groupe occidental à renouer des relations diplomatiques avec la République populaire, après que celle-ci ait connu 20 ans